

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/La-guerre-des-Etats-Unis-contre-le-Venezuela>

La guerre des États-Unis contre le Venezuela

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : lundi 17 juillet 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'attaque terroriste aérienne contre le Ministère de la Justice et de la Paix et la Cour Suprême de Justice, attaque perpétrée par un hélicoptère volé à l'aéroport de La Carlota et qui a ouvert le feu et lancé des grenades d'origine colombienne provenant d'Israël, montre à l'évidence les efforts désespérés de Washington face à son échec pour abattre le gouvernement du président Nicholas Maduro et mettre fin à la révolution bolivarienne.

Cet acte du 27 juin peut être interprété comme un saut qualitatif prouvant l'échec des « guarimbas » (manifestations violentes de l'opposition) qui ont laissé derrière elles morts et destruction et qui n'ont pas atteint leur objectif bien qu'elles se soient poursuivies sans interruption pendant plus de trois mois.

L'hélicoptère dérobé au *Corps d'Investigations Scientifiques, Pénales et Criminelles* (Cicpc) se trouvait à la base militaire Francisco Miranda (La Carlota, Caracas) qui a déjà été la cible répétée des attaques des opposants ces derniers mois, tout comme ont été montées des provocations contre d'autres garnisons.

L'auteur de ces faits a été identifié. Il se nomme Oscar Alberto Pérez et il a fait usage de sa condition d'inspecteur auprès des Transports Aériens du Cicpc pour subtiliser l'hélicoptère. Dans une vidéo où on le voit entouré d'un groupe armé jusqu'aux dents, il s'est décrit comme un « guerrier de Dieu »

Pour certains observateurs, son acte terroriste (qui aurait pu faire des dizaines de victimes) peut être interprété comme une « opération d'essai » de l'ennemi, ou comme une progression dans ce combat d'usure, « cette lutte au goutte à goutte » selon les termes du président Maduro. À moins qu'il ne s'agisse d'une tentative pour ébranler la confiance du peuple envers les Forces Armées patriotes.

Il faut faire preuve d'une extrême prudence avant de se prononcer sur la situation au Venezuela. Ce qui n'est pas le cas de certains « conseillers » s'aventurant à proposer de dangereuses solutions à Maduro comme s'ils connaissaient réellement la situation que doit affronter chaque jour le gouvernement vénézuélien alors qu'ils en sont tout simplement incapables.

Jusqu'à maintenant -comme l'a dit le chancelier Samuel Moncada- aucune des nations qui prétendent lutter contre le terrorisme n'a envoyé de message au Venezuela. Ce qu'elles ne firent pas non plus, devant le spectacle de ce jeune homme roué de coups par les opposants, arrosé d'essence et incendié, spectacle qui fit le tour de la planète. Ou devant d'autres cas similaires, d'autres d'assassinats brutaux, comme ceux qui adviennent en Syrie.

Tous ces actes sont des actes terroristes, comme le sont aussi les soi-disant manifestations pacifiques qui n'ont jamais été « pacifiques », bien qu'elles veuillent ainsi se décrire. Manifestations durant lesquelles les « manifestants » antigouvernementaux non seulement déclarent qu'ils manifestent pour faire tomber le gouvernement démocratiquement élu, admettant ainsi qu'ils sont les acteurs d'une tentative de coup d'État, mais qui, en plus, utilisent des mercenaires et des paramilitaires colombiens pour provoquer la violence.

En réalité, ces groupes sont téléguidés par des troupes « spéciales » des États-Unis stationnées dans des bases nord-américaines établies en Colombie. Ces dernières sont sous les ordres des célèbres Fondations de la CIA et de ses Organisations Non Gouvernementales (ONG), qui non seulement fournissent des fonds à l'opposition vénézuélienne, mais distribuent aussi les casques, les masques anti-gaz lacrymogène, les armes dites « domestiques » ainsi que tous les autres instruments utilisés par les soi-disant manifestants pacifiques.

Imaginons l'une de ces manifestations « pacifiques » avec ses troupes de choc s'avançant vers la Maison Blanche ou vers le palais du gouvernement espagnol, mexicain, colombien, argentin ou autre. Va-t-on les laisser parvenir à

La guerre des États-Unis contre le Venezuela

leur objectif ? Va-t-on les laisser lancer des bombes incendiaires contre le siège du gouvernement, contre les édifices publics, les centres de santé et autres institutions civiles ?

Allons plus loin : les dizaines de morts provoqués par cette violence de l'opposition sont attribuées au gouvernement Maduro, alors qu'en fait, il y a des dizaines de policiers et de gardes nationaux assassinés, et que la majorité des victimes ne sont pas des opposants.

L'action brutale des moyens de communication vénézuéliens est un élément indispensable dans cette guerre anti-insurrectionnelle qui se déroule au Venezuela. Ses mensonges, et ceux diffusés par le pouvoir hégémonique au niveau mondial, sont aussi criminels que les armes utilisées par les groupes de choc à l'origine de centaines d'actions terroristes.

Au siège central du véritable terrorisme international, Washington, on parle du « manque de liberté d'expression », alors que les médias appartenant aux puissances économiques vénézuéliennes ont eu un rôle-clé, et continuent à l'avoir, agissant comme des équipes de guerre. Ce sont ces médias qui se cachent derrière la violence se propageant dans le pays.

L'image d'édifices détruits, les millions de vols d'aliments, de médicaments, d'essence, de toutes ces denrées parties vers la Colombie au détriment du peuple vénézuélien, les accusations d'échec économique, les tentatives de déstabilisation et d'appauvrissement, les attentats terroristes dans le pays tout entier contre les installations électriques et les raffineries, les universités et édifices d'état détruits, tous ces actes sont en recrudescence depuis la tentative de coup connue sous le nom de « La Sortie », en date du début 2014 et dont l'instigateur, Leopoldo Lopez (qui déclara, à l'époque, que la rue serait occupée jusqu'au départ de Maduro) est aujourd'hui considéré par les USA et ses associés comme un prisonnier politique.

Lopez est responsable de presque une cinquantaine de morts et de milliers de blessés. À quoi il faut ajouter les événements de ces derniers mois, événements décrits dans le paragraphe ci-dessus et qui expliquent pourquoi il est absolument faux et hypocrite d'appeler marches « pacifiques » ce mode d'action aboutissant, comme nous l'avons vu si clairement en Ukraine, en Syrie, en Libye, à des conditions qui mènent inévitablement à l'escalade de la violence dans les rues, et qui sèment la mort, la destruction, le chaos, l'effondrement économique ; tout ce malheur, dans le but de justifier l'injustifiable : l'invasion de ces pays.

Au milieu de tout ceci et de la tragédie du Moyen Orient, le gouvernement de Maduro a résisté à la guerre médiatique et économique la plus brutale. Au milieu de cette résistance, le président et son équipe sont parvenus à obtenir une évolution des prix du pétrole grâce à des accords avec d'autres pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), ce qui a permis de maintenir l'équilibre économique en pleine attaque contrinsurgente de l'empire.

Le prix du baril qui était descendu autour de 19 dollars en janvier 2016 -en raison des actions du pouvoir hégémonique- est remonté à 50 dollars en mai 2017. Ceci a permis une augmentation de la production de nourriture et d'autres produits nécessaires à la population.

Il est vrai que les médias ont occulté ces progrès obtenus au milieu d'une guerre menée sur plusieurs fronts mais ce changement a été d'une aide considérable au moment des grandes marches organisées en défense du gouvernement vénézuélien. Bien sûr, ces marches ont été passées sous silence par le pouvoir médiatique et dictatorial au niveau mondial.

Les exigences de Washington et de ses alliés suivent la même fausse logique que celle du secrétaire général de

La guerre des États-Unis contre le Venezuela

l'ONU lorsqu'il demande au gouvernement d'arrêter la « répression », alors qu'en réalité le gouvernement se limite à défendre en toute légalité le pouvoir légitime attaqué.

Ils mentent effrontément au monde entier quand ils parlent de « manifestations pacifiques » et de « graves violations des droits humains », ce qui est leur discours habituel lorsqu'ils veulent destituer les gouvernements populaires.

Il faut souligner également que, quand un agent du gouvernement fait une victime, ce qui arrive, cet incident est immédiatement séparé des autres actes de violence et fait l'objet de la part du gouvernement d'une enquête approfondie, au cas par cas, en toute vérité et justice.

Maduro s'est transformé en un « dictateur féroce » dans cette présentation falsifiée du conflit, tout comme Bashar Al Assad en Syrie. Ne serait-ce pas parce que des millions de vénézuéliens et de syriens défendent leur patrie, leur gouvernement et leurs forces armées patriotiques ?

Les « guarimbas » sont un premier pas sur un chemin menant à ce qui pourrait devenir une intervention armée au nom de la « démocratie » et de l'« humanitarisme », comme si une invasion n'était pas la plus redoutable violation des droits humains et des droits des peuples.

Dernièrement, le gouvernement de Maduro a dénoncé, preuves à l'appui, le financement et l'appui logistique des États-Unis aux groupes violents sévissant au Venezuela qui ont facilité l'insurrection armée ; insurrection à laquelle le gouvernement répond en appliquant les lois de la République dans le cadre de l'État de droit vénézuélien, ainsi que l'a déclaré le porte-parole du gouvernement.

Selon les termes d'un communiqué du Ministère du Pouvoir Populaire pour les Relations Extérieures : « Le système de pouvoir étasunien se prévaut des fréquentes tentatives de coup d'État, des sanctions unilatérales extraterritoriales, du financement d'organisations subversives au Venezuela, du blocus financier et de menaces d'interventions militaires, pour dissimuler un processus ouvert d'intervention marqué par l'ingérence grossière et la violation du Droit International. »

Ce coup d'État permanent a existé, sans aucune trêve, depuis le 12 avril 2013, date à laquelle le dirigeant du *Rassemblement pour l'Unité Démocratique* (MUD), Henrique Capriles Radonski appela à rejeter le triomphe de Maduro et que des groupes motorisés se mirent à perpétrer des actes de violence, assassinant plus d'une douzaine de personnes et incendiant, ou tentant de le faire, des centres de santé et autres édifices. L'opposition vénézuélienne agit en respectant un plan de guerre contrinsurgente de Basse Intensité et de Quatrième Génération, adaptant au fur et à mesure tous ses objectifs, comme nous l'avons démontré dans nos articles précédents.

Tout ceci fait partie d'un plan d'ensemble étasunien, comme l'a toujours été l'établissement des dictatures en Amérique Latine et spécialement dans le Cône Sud dans les années 70-80, laissant des milliers de morts et de disparus dont on justifiait la disparition par la Doctrine de Sécurité [Nationale] des États-Unis dans le contexte de guerre froide opposant ce pays à l'Union Soviétique.

Aujourd'hui, les objectifs ont changé. Il s'agit de se réapproprier de manière coloniale de toute l'Amérique Latine et, notamment, d'un pays-clef comme le Venezuela, avec ses énormes réserve pétrolières et autres grandes richesses, pays qui fut jadis contrôlé par un pouvoir oligarchique réduisant à la pauvreté plus de 80 pour cent de la population. Ce sont ces 80 pour cent que le président Hugo Chavez Frias (1999-2013) a sorti des catacombes de la misère et de l'ignorance.

La guerre des États-Unis contre le Venezuela

Nicolas Maduro fut l'homme élu comme successeur du président Chavez, avant le décès de ce dernier, le 5 mars 2013, quand l'empire crut que le moment était mûr pour s'emparer du Venezuela. Les hommes de Washington n'imaginèrent pas un seul instant qu'il allait être si difficile de déloger Maduro.

Rien n'a pu l'abattre ; ni le manque de maturité politique, dans certains cas, ni, dans d'autres, la trahison de secteurs se disant de gauche mais qui depuis longtemps ne le sont plus et finissent par seconder l'empire dans sa tâche de destruction des gouvernements progressistes ou de gouvernements qui tentèrent et tentent toujours de parvenir à une indépendance définitive. Maduro, son peuple à ses côtés, ne cède pas, parce que céder reviendrait à vendre la patrie. Au milieu de toute cette adversité, Maduro et le peuple vénézuélien continuent à oeuvrer.

L'unité civique et militaire en faveur du peuple vénézuélien est un exemple extrêmement « dangereux » pour un empire décadent obligé de baisser chaque jour davantage son masque.

Confronté au refus de dialogue, l'idée du gouvernement a été de convoquer l'Assemblée Nationale Constituante que l'opposition avait demandé à corps et à cris et qui maintenant la rejette parce que son but n'est ni le dialogue, ni la paix, ni une solution démocratique du conflit.

Au milieu de cette lutte inégale, où beaucoup n'ont pas compris ce que signifie résister pendant toutes ces dernières années comme résistent le gouvernement et les secteurs les plus patriotiques des Forces Armées, au milieu de cette lutte, donc, ont surgi des « chavistes » plus chavistes que Chavez, et, il est vrai, quelques progressistes de la gauche radicale qui n'ont pas la moindre idée de ce que veut dire résister à une guerre contrinsurgente dirigée par les États-Unis, dans une conjoncture de changements douloureux pour notre région.

Nous avons des choses à apprendre du Venezuela, de sa manière de défier et mettre en échec la guerre tout en sachant qu'une action de défense en profondeur pourrait rapidement être utilisée comme prétexte à une invasion puisque l'ennemi a amassé des forces suffisantes tant en Colombie qu'au Pérou et dans d'autres régions de Notre Amérique.

Il est l'heure de montrer à ce pays et à ce peuple d'une si grande générosité que nous sommes disposés à défendre ses droits souverains, sa politique de dialogue et de paix pour continuer à construire et consolider un changement au profit des millions de vénézuéliens qui ont passé des siècles dans l'exclusion et l'oubli, tandis qu'une minorité s'appropriait de la rente pétrolière et jouissait d'un pouvoir illimité.

Dans aucune circonstance nous ne laisserons tomber le Venezuela, surtout pas en ce moment où refont surface les menaces contre notre héroïque Cuba. Nos peuples ont consolidé leurs droits pendant toutes ces années écoulées qui ont été des années d'unité, de ré-appropriation de nos identités et de nos cultures, des années de justice et de rêves, qui reviendront car ce siècle est le siècle de Notre Amérique, de notre indépendance définitive et nous sommes le continent de l'espérance. Indubitablement.

Stella Calloni pour [Prensa Latina](#)

[Prensa Latina](#). Buenos Aires,

***Stella Calloni**. Journaliste argentine, chercheur, spécialement en contre-insurrection et l'« Opération Condor », parmi d'autres sujets.

El Correo de la Diaspora